

CONSTRUIRE L'ÉQUITÉ TERRITORIALE DE LA TUNISIE

paysage et aménagement du territoire, les dimensions cachées de la Révolution

Colloque interdisciplinaire - Cité des Sciences à Tunis, 17 et 18 novembre 2011

Belghith DEROUICHE

La Tunisie, un territoire à deux vitesses

Même s'il a fallu manifester au cœur de Tunis, devant le Ministère de l'intérieur, pour que le régime de Ben Ali « dégage », il ne faut pas oublier que c'est à Sidi Bou Zid que Mohamed Bouazizi a lancé l'étincelle de la révolution en s'immolant par le feu. La révolution tunisienne s'est faite certes contre la dictature mais sur fond d'injustice sociale et de déséquilibre territorial. Quelles sont les conditions dans lesquels s'est accentuée cette inégalité socio-spatiale ? En quoi se manifeste-t-elle ? Et quelles sont ses conséquences ? Ce texte est destiné à apporter une modeste contribution qui ne vise pas à apporter des réponses mais plutôt à poser quelques questions qui nous semblent utiles pour enrichir le débat sur l'aménagement du territoire en Tunisie.

En Tunisie, à partir des années 1950, l'Etat qui vient d'accéder à l'indépendance est l'unique acteur chargé de l'urbanisme. En effet, d'abord la SNIT était l'acteur principal de la production de la ville. Ensuite, des agences publiques sont venues renforcer le paysage institutionnel de la production urbaine tels que l'AFH, la SPROLS ou encore l'ARRU. Pour le Grand Tunis, le District de Tunis assumait la planification urbaine de la capitale du pays. M. Chabbi (1997) souligne le rôle important de ces opérateurs publics dans la physionomie de la ville de Tunis. Au milieu des années 1980, les accords signés entre la Tunisie et les intuitions financières mondiales entraînent la réforme du système économique. Il s'agit de passer d'une économie fortement étatique et contrôlée vers une économie complètement libérale et ouverte à l'investissement étranger. C'est dans ce contexte que parallèlement à une production urbaine publique, Tunis connaît depuis une vingtaine d'années un nouvel urbanisme qui crée une rupture à tous les niveaux. Plusieurs projets urbains se décident, s'étudient ou se réalisent tels que Bled El Ward, la Porte de la Méditerranée ou encore Tunis Sports City. Ce sont des mégaprojets qui contrastent avec les modestes opérations réalisées au coup par coup par les agences publiques. Il s'agit de projet de Waterfront localisés sur les côtes ou le long des berges de la lagune de Tunis. Le haut standing est le dénominateur commun des ces opération. Tertiaire supérieur et logement haut de gamme sont souvent couplés avec port de plaisance ou golf. L'intérêt des autorités publiques pour ces projets se manifeste dans la création de la Commission supérieure des grands projets. Rattachée directement à la présidence, elle joue le rôle d'interlocuteur unique avec les partenaires privés. Chez ces derniers, la présence des capitaux des pays du Golfe est assez saisissante. Les investisseurs et promoteurs émiratis sont particulièrement présents tels que Al Maabar, Sama Dubaï, El Boukhatir, etc. Avec l'ouverture du pays aux investissements privés et étrangers, les holdings des pays du Golfe s'emparent d'une partie de la production de la ville autrefois dominée par les établissements publics. Ce tournant s'accompagne de ce qu'on appelle le tropisme métropolitain. En effet, motivé par la rentabilisation du capital investi, les acteurs privés ne s'intéressent qu'aux grandes villes là où le développement urbain est garant d'un retour sur investissement. Les acteurs publics quant à eux, sont obligés de suivre le mouvement voir même de l'alimenter par l'octroi aux acteurs privées d'avantages fiscaux les encourageant à investir dans ces projets. Par conséquent, s'opère une polarisation du territoire tunisien :

Les grandes villes continuent à se développer au détriment des villes moyennes et petites. D'un côté on a des villes côtières avec Tunis au sommet de la hiérarchie bénéficiant d'une grande vitalité. D'un autre coté, les villes à l'intérieur du pays telles que Sidi Bouzid, Gafsa, Kasserine, etc. se paupérisent et se dégradent. Les mégas projets financés par le pétrodollar semblent faire du territoire tunisien un territoire à deux vitesses.